INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE L'AMÉRIQUE LATINE

CENTRE DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION SUR LES AMERIQUES

Cahiers des Amériques latines

Appel à contributions d'articles

Conflit politique, postnéolibéralisme et « bien-vivre » pendant la période de la révolution citoyenne en Equateur (2007-2013)

Dossier coordonné par Matthieu Le Quang (doctorant en science politique, université Paris 7) et Franklin Ramírez Gallegos (professeur du département des études politiques de Flacso-Ecuador).

Date limite de réception des propositions d'articles : **15 novembre 2015**.
Date limite de réception des articles : **15 février 2016**.
Publication prévue en novembre 2016.

Depuis l'arrivée au pouvoir de la révolution citoyenne en 2007, un scénario de haute conflictualité s'est ouvert en Equateur autour des nouvelles orientations de l'Etat, de l'économie et du modèle de développement. La dispute politique ne touche pas seulement les défenseurs et détracteurs des politiques du consensus de Washington, mais a aussi confronté ceux qui cherchent le dépassement de l'agenda néolibéral. Ainsi, à l'intérieur du gouvernement, dans le camp de la gauche équatorienne et au sein des mouvements sociaux et politiques, il existe une diversité de positions sur les voies possibles et nécessaires pour aller au-delà de l'« économie de marché », dominante dans le pays depuis le début des années 1980. Ce dossier s'intéresse à la fois au conflit politique autour des orientations de la transition dans le modèle de développement et aux spécificités politiques impulsées par le gouvernement pour dépasser cette transition.

Deux questions sont particulièrement importantes par rapport à cette dynamique conflictuelle de la transition en Equateur :
1) la manière dont le gouvernement de la révolution citoyenne a enchaîné une série de stratégies, politiques et réformes destinées à dépasser, tout au long du cycle ouvert en 2007, la centralité de l'agenda néolibéral dans la conduite de l'économie nationale ;
2) la construction d'une approche constitutionnelle et d'un régime de politiques associées à l'idée du *sumak kawsay* ou « bien-vivre », qui suppose une critique aux traditionnels paradigmes du développement, autour de la possibilité de concilier l'amélioration des conditions de vie de la population avec des politiques de développement en harmonie avec la nature.

Le premier angle d'interrogation fait allusion à la problématique que divers acteurs – avec l'arrivée au pouvoir de certains partis de gauche en Amérique du Sud – appellent postnéolibéralisme, c'est-à-dire la mise en œuvre d'un programme pour la réactivation des économies nationales, en mettant l'accent sur la régulation et le contrôle du marché et la redistribution de la richesse au moyen d'un fort dynamisme étatique. Un tel ensemble de politiques, loin d'être un programme défini, apparaît comme faisant partie d'une transition dans les modèles de développement au niveau régional. Il aurait comme fil conducteur la nécessité de dépasser la centralité qui, depuis les années 1980, a été accordée aux politiques d'ajustement fiscal, aux privatisations, à la dérégulation financière, à la flexibilisation du travail et à l'ouverture commerciale, comme leviers de la croissance et de l'intégration dans l'économie mondiale. Jusqu'à quel point le gouvernement de la révolution citoyenne a-t-il réussi à aller au-delà de cet ensemble de politiques ? Dans quelles mesures le retour de l'Etat au premier plan de la régulation économique, du contrôle du marché, de la redistribution de la richesse et du fondement d'une nouvelle stratégie de développement, permet-il de parler d'un horizon postnéolibéral ? Comment caractériser l'agenda de politique économique défini par le gouvernement de Rafael Correa depuis 2007 ? Quels conflits et luttes sociales a engendrés cet agenda ? Telles sont quelques-unes des questions centrales qui devront être analysées par les articles réunis dans ce dossier.

Le second angle fait allusion à la notion de « bien-vivre » ou *sumak kawsay*, reconnue, aussi bien dans la Constitution de 2008 que dans le Plan national, comme paradigme alternatif du ou au développement. Il s'agit d'un concept encore en construction et donc objet de dispute politique. Les différents courants du « bien-vivre » se divisent autour de la critique du capitalisme et de l'exploitation des ressources naturelles. La tâche de concilier les exigences environnementales avec la croissance économique, nécessaire pour assurer l'accès à l'ensemble de la population aux droits et services publics de base, est hautement complexe dans un pays dont la principale source de revenus provient de l'exploitation pétrolière. Ainsi, pour certains adeptes de l'idée du « bien-vivre », bien que le gouvernement ait commencé à dessiner un agenda économique postnéolibéral et des processus de redistribution consistants, il a aussi approfondi le modèle extractiviste et exportateur de matières premières. Les adeptes de l'idée du « bien-vivre » demandent donc la mise en œuvre immédiate d'une politique postpétrolière et d'une économie sociale et solidaire enracinée dans les pratiques des communautés, peuples et nationalités indigènes. Un autre courant soutient que l'unique voie pour défendre les droits des citoyens et pour construire un nouveau régime d'accumulation et diversifier le modèle de production est de profiter des ressources provenant de l'exploitation des hydrocarbures. Les disputes autour du « bien-vivre » sont ouvertes et, en particulier, les mouvements indigènes, paysans et écologistes ont développé une intense critique envers le gouvernement pour ce qu'ils considèrent une atteinte aux « droits de la nature » consacrés dans la Constitution. Jusqu'à quel point le gouvernement de la révolution citoyenne a-t-il réussi à concilier l'exploitation des ressources naturelles avec le développement social et soutenable ? Dans quelles mesures parler d'une transition postpétrolière ou postdéveloppementiste a-t-il un sens et est viable ? Quelles politiques permettent de parler d'une transition vers un nouveau régime d'accumulation ? Quels acteurs

sociaux (mouvements, ONG, peuples indigènes, intellectuels) ou politiques (partis, agences étatiques) contribuent à la construction du paradigme du « bien-vivre » ? Comment peut-on comprendre qu'aussi bien le gouvernement que les mouvements sociaux utilisent le même principe – « bien-vivre » – pour légitimer leurs positions politiques et mettre en œuvre certaines stratégies de développement ? Dans quelle mesure le « bien-vivre » s'articule-t-il avec la construction d'un Etat plurinational ou se dirige-t-il vers une sorte de communautarisme ? Telles sont quelques-unes des questions qui peuvent guider la réflexion des articles qui traiteront de ces thèmes.

Le dossier cherche donc à rassembler des textes qui étudieront la transition postnéolibérale impulsée par le gouvernement équatorien entre 2007 et 2013 (les deux premiers mandats de Rafael Correa). On s'interrogera sur le caractère du conflit politique autour de l'agenda de développement de la révolution citoyenne. On prêtera une attention particulière à l'étude des initiatives gouvernementales contradictoires associées à la récupération des capacités étatiques pour réguler l'économie, contrôler le marché, redistribuer la richesse et, surtout, consolider des stratégies de développement qui réactivent et diversifient la production nationale au-delà de l'économie exportatrice de matières premières, ouvrant ainsi un possible horizon postpétrolier.

MODALITÉS DE SOUMISSION

Les propositions d'articles, rédigées en français, espagnol, anglais ou portugais, devront contenir les informations suivantes :

- nom, prénom ;
- université ou laboratoire de rattachement ;
- fonction
- court CV avec e-mail ;
- titre envisagé de l'article ;
- résumé de 1 500 signes maximum précisant le contenu du projet d'article

La date limite de soumission des propositions d'articles est fixée au **15 novembre 2015** aux adresses suivantes : framirez@flacso.edu.ec et matthieulq@hotmail.com

Le comité de rédaction des *Cahiers des Amériques latines* informera de l'acceptation ou non des propositions dans un délai d'un mois.

Les articles devront être envoyés pour le **15 février 2016**. Ils seront soumis à une double évaluation anonyme.

La publication du dossier est prévue pour novembre 2016.

Pour plus d'informations sur les instructions aux auteur-e-s et la forme souhaitée de l'article final, cf. « Instructions aux auteur-e-s » : http://cal.revues.org/2324